

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

2 juin 2022

RÉSOLUTION**visant à condamner
les violations des droits humains
à Hong Kong**TEXTE ADOPTÉ
PAR LA SÉANCE PLÉNIÈRE

*Voir:***Doc 55 1524/ (2019/2020):**

- 001: Proposition de résolution de MM. De Vriendt et Cogolati.
- 002: Amendements.
- 003: Rapport.
- 004: Texte adopté par la commission.
- 005: Amendement.

Voir aussi:

Compte rendu intégral:
25 mai et 2 juin 2022.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

2 juni 2022

RESOLUTIE**tot veroordeling
van de mensenrechtenschendingen
in Hong Kong**TEKST AANGENOMEN
DOOR DE PLENAIRE VERGADERING

*Zie:***Doc 55 1524/ (2019/2020):**

- 001: Voorstel van resolutie van de heren De Vriendt en Cogolati.
- 002: Amendementen.
- 003: Verslag.
- 004: Tekst aangenomen door de commissie.
- 005: Amendement.

Zie ook:

Integraal verslag:
25 mei en 2 juni 2022.

07167

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que l'article 33 de la Constitution de la République populaire de Chine évoque la protection des droits de l'homme;

B. considérant que Hong Kong est une région administrative spéciale de la République populaire de Chine;

C. considérant que la Déclaration conjointe sino-britannique de 1984 garantit et que la loi fondamentale de Hong Kong de 1990 stipule que Hong Kong maintiendra l'autonomie et l'indépendance des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ainsi que les droits et libertés fondamentaux, y compris la liberté d'expression, de réunion, d'association et de presse jusqu'en 2047;

D. vu la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948;

E. vu le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966;

F. considérant que la Belgique voit dans la promotion et le respect des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit des valeurs-clés de sa politique étrangère;

G. considérant que la Chine doit s'en tenir intégralement à la loi fondamentale et au principe "un pays, deux systèmes", notamment en instaurant *in fine* des élections générales;

H. considérant que la communauté internationale doit coopérer étroitement pour faire pression sur la République populaire de Chine et veiller à ce que ses actes soient conformes aux engagements internationaux qu'elle a contractés au titre de la Déclaration commune sino-britannique de 1984;

I. constatant que le contenu concret de la "loi sur la sécurité nationale" s'avère encore beaucoup plus problématique qu'on ne le pensait de prime abord;

J. considérant que cette "loi sur la sécurité nationale" contient notamment les éléments suivants:

a. la création d'un "service de sécurité nationale" à Hong Kong en vue d'"accompagner" la mise en œuvre de la loi, les membres des services de sécurité chinois bénéficiant d'une immunité à l'égard de la législation en vigueur à Hong Kong;

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat artikel 33 van de Grondwet van de Volksrepubliek China verwijst naar de bescherming van de mensenrechten;

B. overwegende dat Hong Kong een speciale administratieve regio is van de Volksrepubliek China;

C. overwegende dat in de Chinees-Britse Gezamenlijke Verklaring van 1984 is gewaarborgd en in de basiswet van Hong Kong van 1990 is bepaald dat in Hong Kong de autonomie en de onafhankelijkheid van de uitvoerende, wetgevende en rechtsprekende macht, alsook de grondrechten en vrijheden, met inbegrip van de vrijheid van meningsuiting, de vrijheid van vereniging en vergadering en de persvrijheid, tot 2047 zou worden gehandhaafd;

D. gelet op de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens van 1948;

E. gelet op het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten van 1966;

F. overwegende dat België de bevordering en de eerbiediging van de mensenrechten, de democratie en de rechtsstaat als kernwaarden beschouwt van haar buitenlandse beleid;

G. overwegende dat China zich volledig moet houden aan de basiswet en het beginsel "één land, twee systemen", mede door eindelijk algemene verkiezingen in te voeren;

H. overwegende dat de internationale gemeenschap nauw moet samenwerken om druk uit te oefenen op de Volksrepubliek China, zodat zijn maatregelen stroken met de internationale toezeggingen die het land heeft gedaan in het kader van de Chinees-Britse Gezamenlijke Verklaring van 1984;

I. overwegende dat de concrete inhoud van de zogenaamde nationale veiligheidswet nog veel problematischer blijkt dan eerst gedacht;

J. overwegende dat deze zogenaamde nationale veiligheidswet met name de volgende elementen bevat:

a. de oprichting van een zogenaamde nationale veiligheidsdienst in Hong Kong om de uitvoering van de wet te "begeleiden", waarbij leden van de Chinese veiligheidsdiensten immunitet verkrijgen tegenover de in Hong Kong geldende wetgeving;

b. l'élargissement de la juridiction des tribunaux chinois à Hong Kong pour le jugement des faits incriminés par la loi sur la sécurité nationale;

c. l'incrimination de toute critique envers la politique de la République populaire ou du Parti communiste de Chine;

d. la suppression de l'indépendance des juges à Hong Kong;

e. la suppression de la limitation de la durée pendant laquelle des personnes peuvent être détenues sans procès en vertu de cette loi;

f. l'instauration de procès à huis clos sans jury;

K. considérant que les tribunaux de la République populaire de Chine sont, selon la doctrine et la jurisprudence en vigueur, totalement tributaires du Parti communiste;

L. considérant que l'article 38 de la "loi sur la sécurité nationale" est rédigé comme suit: "*this Law shall apply to offences under this Law committed against the Hongkong Special Administrative Region from outside the Region by a person who is not a permanent resident of the Region*" et qu'elle revendique ainsi un champ d'application extraterritorial, si bien que des citoyens belges résidant en Belgique peuvent être condamnés par des tribunaux chinois pour toute forme de critique à l'égard de la République populaire de Chine;

M. considérant que, dès le 1^{er} juillet 2020, premier jour de l'application de la "loi sur la sécurité nationale", plus de 370 personnes ont été arrêtées à Hong Kong lors d'actions de protestation contre cette loi, dont au moins 10 personnes en vertu de ladite loi;

N. considérant que le "crime" commis par la plupart des personnes arrêtées sur la base de cette loi se limite souvent à la diffusion de messages non conformes au message souhaité par le gouvernement de la République populaire de Chine, les personnes concernées s'exposant alors à une peine de dix ans d'emprisonnement, voire à une incarcération à vie;

O. considérant que la chef de l'exécutif de Hong Kong nommée par le gouvernement de la République populaire de Chine a affirmé, le 1^{er} juillet 2020, alors qu'elle commentait ladite "loi sur la sécurité nationale",

b. de l'élargissement de la juridiction des tribunaux chinois à Hong Kong pour le jugement des faits incriminés par la loi sur la sécurité nationale;

c. de la condamnation de toute critique envers la politique de la République populaire ou du Parti communiste de Chine;

d. de la suppression de l'indépendance des juges à Hong Kong;

e. de la suppression de la limitation de la durée pendant laquelle des personnes peuvent être détenues sans procès en vertu de cette loi;

f. de l'instauration de procès à huis clos sans jury;

K. considérant que les tribunaux de la République populaire de Chine sont, selon la doctrine et la jurisprudence en vigueur, totalement tributaires du Parti communiste;

L. considérant que l'article 38 de la "loi sur la sécurité nationale" est rédigé comme suit: "*this Law shall apply to offences under this Law committed against the Hong Kong Special Administrative Region from outside the Region by a person who is not a permanent resident of the Region*" et qu'elle revendique ainsi un champ d'application extraterritorial, si bien que des citoyens belges résidant en Belgique peuvent être condamnés par des tribunaux chinois pour toute forme de critique à l'égard de la République populaire de Chine;

M. considérant que, dès le 1^{er} juillet 2020, premier jour de l'application de la "loi sur la sécurité nationale", plus de 370 personnes ont été arrêtées à Hong Kong lors d'actions de protestation contre cette loi, dont au moins 10 personnes en vertu de ladite loi;

N. considérant que le "crime" commis par la plupart des personnes arrêtées sur la base de cette loi se limite souvent à la diffusion de messages non conformes au message souhaité par le gouvernement de la République populaire de Chine, les personnes concernées s'exposant alors à une peine de dix ans d'emprisonnement, voire à une incarcération à vie;

O. considérant que la chef de l'exécutif de Hong Kong nommée par le gouvernement de la République populaire de Chine a affirmé, le 1^{er} juillet 2020, alors qu'elle commentait ladite "loi sur la sécurité nationale",

que l'objectif de cette loi était non seulement de "punir, mais aussi de dissuader" et que, selon elle, "certains droits humains ne sont pas absolus";

P. vu la déclaration de l'Ordre des avocats de Hong Kong, selon laquelle personne à Hong Kong n'avait vu ne fût-ce qu'un projet ou un résumé précis de la loi avant son entrée en vigueur; considérant que les avocats, les juges, la police et les résidents de Hong Kong n'ont pas eu la possibilité de se familiariser avec le contenu de la nouvelle loi, y compris les infractions pénales graves qu'elle crée, avant son entrée en vigueur; et que cette loi sape complètement l'indépendance du pouvoir judiciaire en vigueur jusqu'à présent, les droits et libertés fondamentaux qui prévalent à ce jour et l'ancrage du pouvoir législatif et exécutif dans les institutions régionales;

Q. vu la résolution sur la loi de sécurité nationale adoptée pour Hong Kong par la République populaire de Chine et sur la nécessité pour l'Union européenne de défendre la large autonomie de Hong Kong, telle qu'adoptée à une majorité écrasante par le Parlement européen le 19 juin 2020;

R. vu les systèmes de "canot de sauvetage" mis en place par les autorités britanniques, australiennes, canadiennes et lituaniennes pour certains résidents de Hong Kong, afin de les protéger contre des poursuites arbitraires;

S. vu la menace proférée par le gouvernement de la République populaire de Chine de prendre des mesures de représailles lourdes de conséquence si le Royaume-Uni ou l'Australie venaient en aide aux citoyens hongkongais et la menace à l'adresse des autorités canadiennes concernant les risques pour l'intégrité physique des résidents canadiens à Hong Kong;

T. considérant que des mesures concrètes s'imposent en vue de défendre l'État de droit et la démocratie, et ce, aux niveaux national, européen et international;

U. s'associant à l'initiative des présidents des commissions des affaires étrangères du Royaume-Uni, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande afin d'inciter le secrétaire général des Nations unies ou la haute-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme à désigner un envoyé spécial ou un rapporteur spécial des Nations unies pour la situation à Hong Kong;

V. vu la fermeture de l'*Apple Daily* et la censure extrême imposée à d'autres médias, la dissolution d'organisations de la société civile telles que le *Civil Human Rights Front*, la *Professional Teachers Union*, le *612 Humanitarian*

van deze wet niet alleen "straffen, maar ook afschrikken" is, en dat voor haar "sommige mensenrechten niet absoluut zijn";

P. gelet op de verklaring van de Orde van Advocaten van Hong Kong, die stelt dat niemand in Hong Kong voor de inwerkingtreding zelfs maar een concept of een nauwkeurige samenvatting van de wet gezien had; dat advocaten, rechters, politie en inwoners van Hong Kong geen gelegenheid hadden om zich vertrouwd te maken met de inhoud van de nieuwe wet, met inbegrip van de ernstige strafbare feiten die deze creëert voordat deze van kracht werd; en dat deze wet de tot nu bestaande onafhankelijke rechterlijke macht, de tot nu toe heersende fundamentele rechten en vrijheden en de verankering van wetgevende en uitvoerende macht bij de regionale instellingen volledig ondermijnt;

Q. gelet op de resolutie over de wet inzake de nationale veiligheid die de Volksrepubliek China heeft uitgevaardigd voor Hong Kong en het feit dat de Europese Unie de hoge mate van autonomie van Hong Kong moet verdedigen, zoals door het Europees Parlement op 19 juni 2020 met een overweldigende meerderheid werd gevraagd;

R. gelet op de "reddingsbootregelingen" opgezet door de Britse, Australische, Canadese en Litouwse autoriteiten voor bepaalde inwoners van Hong Kong, om hen op deze manier een bescherming voor arbitraire vervolging te geven;

S. gelet op de dreiging vanuit de regering van de Volksrepubliek China met zware tegenmaatregelen wanneer het Verenigd Koninkrijk of Australië hulp zou bieden aan de burgers van Hong Kong en de dreiging naar de Canadese autoriteiten omtrent de risico's voor de fysieke integriteit van Canadese residenten in Hong Kong;

T. overwegende dat concrete maatregelen ter verdediging van rechtsstaat en democratie zich opdringen, en dit zowel op nationaal, Europees als internationaal niveau;

U. zich aansluitend bij het initiatief van de voorzitters van de commissies bevoegd voor buitenlandse zaken van het Verenigd Koninkrijk, Canada, Australië en Nieuw-Zeeland om de secretaris-generaal van de Verenigde Naties of de Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor de mensenrechten te vragen om een speciale gezant of speciale rapporteur van de Verenigde Naties voor de situatie in Hong Kong te laten benoemen;

V. gelet op de sluiting van *Apple Daily* en de verre gaande censuur van andere media, de ontbinding van maatschappelijke organisaties zoals *Civil Human Rights Front*, *Professional Teachers Union*, *612 Humanitarian*

Relief Fund et la Hong Kong Confederation of Trade Unions et l'exclusion de facto de toute opposition aux élections depuis l'instauration de la loi dite de sécurité nationale;

W. vu la communication adressée le 1^{er} septembre 2020 aux autorités de Hong Kong par les rapporteurs spéciaux des Nations unies au sujet de la loi: *"the measures adopted in the National Security Law do not conform with your Excellency's Government international legal obligations, in particular the Universal Declaration of Human Rights (UDHR) and the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR). Specifically, we are concerned that the law lacks precision in key respects, infringes on certain fundamental rights and may not meet the required thresholds of necessity, proportionality and non-discrimination under international law"*;

X. vu le nombre croissant de poursuites fondées sur une application rétroactive de la loi (comme l'interdiction faite à des candidats démocratiques de participer aux élections en raison de déclarations antérieures à l'entrée en vigueur de la loi ou encore la fermeture de la publication pro-démocratie *Apple Daily* et les poursuites intentées à son encontre à la suite d'articles publiés depuis 2019 ou du récent film *ensorship law*), une pratique qui non seulement viole gravement le principe de sécurité juridique mais est en outre totalement contraire aux déclarations faites par les autorités elles-mêmes, à savoir le Bureau des affaires de Hong Kong et Macao du Conseil d'État (*Hong Kong and Macao Affairs Office of the State Council*) et la chef de l'exécutif Carrie Lam dans un message vidéo adressé au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies;

Y. considérant que les intérêts économiques belges en Chine et à Hong Kong ne sont pas négligeables et qu'ils ont un impact direct sur nos exportations et sur l'emploi dans notre pays;

Z. considérant que la communauté belge à Hong Kong est la deuxième plus importante d'Asie;

AA. considérant que d'après une analyse réalisée par l'IPAC, la Belgique est stratégiquement dépendante de la Chine pour 159 biens, 129 catégories de biens et 29 secteurs. La Belgique est en particulier dépendante pour sept produits critiques et de grande valeur qui touchent à la sécurité nationale et sont cruciaux pour les grandes lignes de production et d'industrie;

BB. considérant qu'il est dans l'intérêt de Hong Kong que la situation se stabilise et s'apaise afin que des solutions puissent être dégagées par le dialogue et la concertation;

Relief Fund en de Hong Kong Confederation of Trade Unions, alsook de de facto uitsluiting van elke oppositie in de verkiezingen sinds de invoering van de zogenaamde nationale veiligheidswet;

W. gelet op de communicatie aan de autoriteiten van Hong Kong van Speciale Rapporteurs van de Verenigde Naties op 1 september 2020 met betrekking tot de wet: *"the measures adopted in the National Security Law do not conform with your Excellency's Government international legal obligations, in particular the Universal Declaration of Human Rights (UDHR) and the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR). Specifically, we are concerned that the law lacks precision in key respects, infringes on certain fundamental rights and may not meet the required thresholds of necessity, proportionality and non-discrimination under international law"*;

X. gelet op het groeiend aantal vervolgingen op basis van een retroactieve toepassing van de wet (zoals bij de uitsluiting van democratische kandidaten voor de verkiezingen op basis van verklaringen afgelegd voor de inwerkingtreding, de sluiting en vervolging van de prodemocratische publicatie *Apple Daily* op basis van artikelen gepubliceerd sinds 2019 of de recente film *ensorship law*), een praktijk die niet enkel het principe van rechtszekerheid in grave mate schendt maar ook de verklaringen afgelegd door de autoriteiten zelf, met name door de *Hong Kong and Macao Affairs Office of the State Council* en door *Chief Executive Carrie Lam* in een videoboodschap aan de Mensenrechtenraad van de Verenigde Naties;

Y. overwegende dat de Belgische economische belangen in China en Hong Kong niet onaanzienlijk zijn en een directe impact hebben op onze uitvoer en tewerkstelling;

Z. overwegende dat de Belgische gemeenschap in Hong Kong de op één na grootste in Azië is;

AA. gelet op het feit dat België volgens een analyse van IPAC voor 159 goederen, 129 categorieën van goederen en 29 sectoren strategisch afhankelijk is van China, waaronder zeven kritische en hoogwaardige producten die raken aan de nationale veiligheid en cruciaal zijn voor grote productie- en industriële lijnen;

BB. gelet op het feit dat in het belang van Hong Kong de stabiliteit en rust terugkeert om door middel van dialoog en overleg te zoeken naar oplossingen;

I. SOUSCRIT À LA RÉSOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN DU 20 JANVIER 2022 SUR LES VIOLATIONS DES LIBERTÉS FONDAMENTALES À HONG KONG (2022/2503(RSP))

II. APPELLE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE À RESPECTER LE DROIT INTERNATIONAL ET LES LIBERTÉS FONDAMENTALES;

III. DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de ne cesser, dans le dialogue avec l'ambassadeur de la République populaire de Chine, de souligner l'importance du respect du droit international, de l'État de droit, des valeurs démocratiques et des libertés fondamentales;

2. d'inviter les autorités chinoises à respecter les obligations internationales de la Chine au titre de la Déclaration conjointe sino-britannique;

3. d'insister pour qu'il soit immédiatement mis fin aux violations des droits humains à Hong Kong et pour que la liberté de presse, la liberté d'expression, la liberté d'association et de réunion ainsi que le droit des citoyens à manifester librement et pacifiquement soient respectés;

4. de soutenir, au sein de l'Union européenne, de nouvelles sanctions ciblées prises dans le cadre du régime général de sanctions de l'Union européenne en matière de droits humains contre des personnes et des entités à Hong Kong et en République populaire de Chine, en raison de violations graves des droits humains et du droit international;

5. d'identifier les infrastructures critiques utilisées par les produits des entreprises chinoises Dahua ou Hikvision et de prendre les mesures nécessaires pour protéger la vie privée des citoyens et la sécurité nationale;

6. d'examiner attentivement comment augmenter notre autonomie stratégique et comment réduire notre dépendance économique et technologique vis-à-vis de la République populaire de Chine;

7. de prévoir dès que possible un mécanisme de filtrage pour les investissements étrangers réalisés dans les secteurs stratégiques;

8. d'accorder une attention particulière à la prévention d'une ingérence préjudiciable du gouvernement de la République populaire de Chine dans le fonctionnement de la démocratie belge et dans les droits et libertés des citoyens belges;

I. ONDERSCHRIJFT DE RESOLUTIE VAN HET EUROPEES PARLEMENT VAN 20 JANUARI 2022 OVER SCHENDINGEN VAN DE FUNDAMENTELE VRIJHEDEN IN HONG KONG (2022/2503(RSP))

II. ROEPT DE VOLKSREPUBLIEK CHINA OP OM HET INTERNATIONAAL RECHT EN FUNDAMENTELE VRIJHEDEN NA TE LEVEN;

III. VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. in de dialoog met de ambassadeur van de Volksrepubliek China steeds te verwijzen naar het belang om het internationaal recht, de rechtsstaat, de waarden van de democratie en de fundamentele vrijheden na te leven;

2. de Chinese autoriteiten te verzoeken de internationale verplichtingen die China uit hoofde van de Chinees-Britse Gezamenlijke Verklaring is aangegaan te respecteren;

3. aan te dringen op de onmiddellijke beëindiging van mensenrechtenschendingen in Hong Kong en de persvrijheid, vrijheid van meningsuiting, de vrijheid van vereniging en vergadering en het recht van burgers om vrij en vreedzaam te demonstreren te eerbiedigen;

4. binnen de Europese Unie nieuwe gerichte sancties in het kader van de algemene sanctieregeling van de EU inzake mensenrechten tegen personen en entiteiten in Hong Kong en Volksrepubliek China, wegens de ernstige schendingen van de mensenrechten en het internationaal recht, te ondersteunen;

5. in kaart te brengen welke kritieke infrastructuur producten van het Chinese Dahua of Hikvision gebruiken en de nodige maatregelen te nemen ter bescherming van de privacy van de burgers en de nationale veiligheid;

6. zorgvuldig na te gaan hoe onze strategische autonomie kan worden versterkt en economische en technologische afhankelijkheid van de Volksrepubliek China kan worden verminderd;

7. om zo spoedig mogelijk in een screeningmechanisme voor buitenlandse investeringen in strategische sectoren te voorzien;

8. bijzondere aandacht te besteden aan het voorkomen van schadelijke inmenging vanuit de regering van de Volksrepubliek China in het functioneren van de Belgische democratie en de vrijheden en rechten van de Belgische burgers;

9. avec des États aux vues similaires, d'insister auprès des Nations unies pour qu'elles organisent un débat d'urgence au sein du Conseil des droits de l'homme sur la détérioration de la situation des droits humains en Chine, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong;

10. avec des États aux vues similaires, d'insister auprès des Nations unies pour qu'elles veillent à ce que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme puisse continuer à exercer son mandat indépendant de surveillance et de rapport public sur les violations flagrantes des droits humains commises par la République populaire de Chine, y compris en ce qui concerne Hong Kong;

11. de plaider au niveau européen pour que les politiques bilatérales concernant les investissements, le commerce et la diplomatie tiennent compte de la résolution du Parlement européen du 16 septembre 2021 sur une nouvelle stratégie UE-Chine;

12. de continuer à réitérer et à défendre activement au sein du Conseil la position du Benelux exprimée lors du Conseil des Affaires étrangères du 25 janvier 2021.

Bruxelles, le 2 juin 2022

*La présidente de la Chambre
des représentants,*

*Le greffier de la Chambre
des représentants,*

Eliane TILLIEUX

Jan DELTOUR

9. met gelijkgezinde staten, er bij de VN op aandringen om in de Mensenrechtenraad een spoeddebat te houden over de verslechterende mensenrechtensituatie in China, onder meer met betrekking tot de uitvoering van de nationale veiligheidswet in Hong Kong;

10. met gelijkgezinde staten, er bij de VN op aandringen, dat ervoor gezorgd wordt dat het Hoog Commissariaat voor de Mensenrechten haar onafhankelijk mandaat moet kunnen blijven uitoefenen om toezicht te houden op en publiekelijk verslag uit te brengen over de grove mensenrechtenschendingen door Volksrepubliek China, ook met betrekking tot Hong Kong;

11. er op Europees niveau voor pleiten dat het bilaterale investerings-, handels- en diplomatieke beleid rekening houdt met de resolutie van het Europees Parlement over de nieuwe strategie EU-China van 16 september 2021;

12. om binnen de Raad het standpunt van de Benelux, geuit tijdens de Raad Buitenlandse Zaken van 25 januari 2021, blijvend te herhalen en actief te blijven verdedigen.

Brussel, 2 juni 2022

*De voorzitter van de Kamer
van volksvertegenwoordigers,*

*De griffier van de Kamer
van volksvertegenwoordigers,*